

22.09.2007 - 12:00 Uhr

proTELL - Congrès "Quel avenir pour la législation sur les armes!?"

Olten (ots) -

Indication: Les exposés du congrès peuvent être téléchargés en format pdf sous: <http://www.presseportal.ch/fr/pm/100007002>

Une journée d'élections est une journée de règlement de comptes !

Le 22 septembre 2007, proTELL, société pour un droit libéral sur les armes, a organisé au théâtre de la ville d'Olten un congrès " Quel avenir pour la législation sur les armes !? ". Six orateurs, largement connus et compétents, ont exprimé le point de vue de la politique, de l'armée, des chasseurs et des tireurs. La musique de la ville d'Olten a enrichi le congrès par des concerts d'entrée et de distraction ; avec une production enthousiasmante de trois quart d'heures, l'interprète de musique populaire bien connue Sarah-Jane mit un point d'orgue à la manifestation.

Le président de proTELL a critiqué sévèrement les abus médiatiques et l'entêtement antidémocratique. Willy Pfund (ancien CN, PRD, SO) a remercié dans la salle de concert pleine à craquer les parlementaires qui ont soutenu les souhaits de proTELL lors de la révision de la loi sur les armes. Dans l'invitation, proTELL les mentionnait nominalement en recommandant ceux qui se représentent pour la réélection avec le slogan " Une journée d'élection est une journée de règlement de comptes ". Il a critiqué le combat actuel des adversaires de la possession privée d'armes en se référant aux " photos mises en scène " dans l'ANNABELLE 14-06 montrant un père au sein de sa famille visant la tête de son épouse avec le fusil d'assaut tandis que la fille dirige un pistolet contre la tête de sa mère, démasquant les abus populistes et irrévérencieux des moyens médiatiques. Le président a qualifié l'initiative populaire " Pour une protection face à la violence des armes " d'entêtement antidémocratique. Elle méprise l'acceptation populaire de l'accord de Schengen (5.6.2005) par laquelle la loi suisse sur les armes a été adaptée à la législation de l'UE tout comme la révision de la loi sur les armes adoptée par les chambres fédérales que le 22.6.07. Elle reprend tous les durcissements qui n'ont alors pas pu être imposés.

Le CN Borer (UDC, SO) constate, en sa qualité de porte-parole à l'époque de la commission pour la révision de la loi sur les armes qu'au moyen de cette révision, des lacunes qui étaient apparues lors de l'application pratique de la loi sur les armes du 1.1.1999 devaient être supprimées. Les modifications resteraient pour les tireurs, chasseurs et collectionneurs dans des limites acceptables. Malheureusement, la menace du désarmement des militaires subsiste. Brigadier Favre : La conservation à domicile de l'arme personnelle est d'une signification fondamentale pour la crédibilité de l'armée de milice. Pour le brigadier Favre (Cdt br inf mont 10), armée de milice et citoyen-soldat sont des bases élémentaires de l'alliance helvétique, un projet de société qui s'appuie sur la responsabilité individuelle. Pour la crédibilité de l'armée, la conservation à domicile de l'arme personnelle est d'une signification fondamentale. Y renoncer signifierait la péjoration de la disponibilité opérationnelle des formations en situation d'urgence, réduction du temps à disposition de l'instruction pendant les services de troupe et des coûts supplémentaires significatifs dans le domaine logistique. Le tir sportif se transformerait en un sport confidentiel.

Le CN Steiner (PRD, SO) : chasse et chasseurs - utilisation

responsable de l'arme. Pour le CN Steiner, la chasse n'est pas une activité exercée par le plaisir contesté du tir ni pour assouvir une joie malade de tuer des animaux, mais pour le plaisir d'être près d'une nature intacte et par le sens des responsabilités envers la faune, les bois et la campagne. Avant l'obtention de la patente, le chasseur doit prouver ses vastes connaissances spécifiques en théorie et en pratique. De tout temps, le chasseur a su utiliser ses armes de façon responsable. Le danger ne provient pas au premier chef de l'arme, mais bien, comme l'expérience à l'étranger le démontre, de personnes prêtes à user de violence et qui se servent, à défaut d'une arme, d'autres objets dangereux pour produire leurs méfaits.

Le CE Büttiker (PRD, SO) : l'initiative populaire détruit la confiance entre gouvernement et peuple. Pour le CE Büttiker, cette initiative populaire est une attaque fondamentale contre la relation de confiance entre le citoyen-soldat et le gouvernement dans notre Etat. Depuis 150 ans, le Suisse se montre digne de cette confiance, entre autre avec le tir obligatoire et le tir hors service. Ce qui provoque depuis toujours la jalousie de l'étranger. Avec l'acceptation de l'initiative, nous prendrions le chemin de l'Etat totalitaire. Le prochain pas serait l'interdiction de la possession individuelle d'armes, autrement dit un monopole de l'Etat sur les armes. Avec le temps, la démocratie se muerait en " démocratie populaire ", ce système étatique de l'histoire récente dans lequel c'est justement le peuple qui n'a plus rien à dire. Au moyen de l'initiative, on essaie de faire sauter pierre après pierre les fondations de la démocratie jusqu'à l'effondrement de cette maison démocratique. Pour y parvenir, tous les moyens et toutes les méthodes sont bons pour les initiants.

Le CN Büchler (PDC, SG) : tireurs et militaires sont criminalisés, le but est la suppression de l'armée. En sa qualité de président de la société cantonale saint-galloise de tir, le CN Büchler considère l'avenir de la législation sur les armes. Pour obtenir l'acceptation par le peuple de l'article constitutionnel permettant la création d'une loi suisse sur les armes, on a promis au citoyen qu'il s'agissait à la base d'une pure législation contre les abus. Par la renonciation à la conservation à domicile de l'arme personnelle et de la munition de poche, on retire au militaire la confiance accordée jusqu'à présent. Avec l'initiative populaire, le désarmement du peuple est mis en route. Tireurs et militaires responsables sont ainsi criminalisés. La campagne anti armes est fondée sur la peur et des chiffres massivement exagérés de suicides au moyen d'armes militaires avec le but final d'une Suisse sans armée.

Rita Fuhrer, présidente de la fédération sportive suisse de tir (FST) : militaires et tireurs doivent servir de boucs émissaires. Dans sa conclusion, la présidente de la FST Rita Fuhrer (UDC, ZH) constate que l'on suggère de plus en plus à la société que la disponibilité de l'arme est la cause de suicides et de meurtres. Pour les critiques et politiciens, il devrait être évident que dans notre société, bien d'autres choses devraient être transformées pour empêcher la violence domestique. Mais c'est dans le vent de trouver des boucs émissaires pour les problèmes de la société. Le militaire et les tireurs doivent servir de boucs émissaires pour l'usage abusif d'armes ; on évite ainsi de devoir analyser les causes véritables de ces actes. La promulgation d'une loi généralisée est la justification que l'on a fait quelque chose. Les expériences communes perdent de leur valeur. Il est d'autant plus urgent que tous ceux qui sont intéressés par le tir sportif se regroupent. Nous devons avoir le courage et l'engagement de nous exposer d'une manière claire et sans équivoque.

Lutte engagée en faveur d'une politique de législation sur les armes responsable et libérale. Pour les élections fédérales du 21 octobre, le président a exhorté les participants au congrès : " Les propriétaires d'armes doivent faire de la politique, non pas de la politique partisane, mais de la politique responsable de législation sur les armes, sinon, on fera de la politique avec eux " et à une

lutte ardente contre l'initiative populaire.

Contact:

Willy Pfund a/NR

Président proTELL

Tél.: +41/61/703'04'77

Mobile: +41/79/645'02'20

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100007002/100545432> abgerufen werden.